

49*. Protocollo addizionale all'accordo per l'importazione di oggetti di carattere educativo, scientifico e culturale adottato alla conferenza di Nairobi il 26 novembre 1976 ed aperto alla firma a New York il 1 marzo 1977.

Storia: questo protocollo e i suoi allegati sono stati firmati a Nairobi il 26 novembre 1976, sono stati ratificati dall'Italia in base alla legge 22 maggio 1979 n. 348, sono entrati in vigore in Italia il 2 gennaio 1982 (comunicato 22 settembre 1981), e vi sono ancora in vigore.

Paesi aderenti: paesi che hanno ratificato la convenzione: Australia, Austria, Barbados, Belgio, Bosnia, Bulgaria, Croazia, Cuba, Danimarca, Egitto, Finlandia, Francia, Germania, Gran Bretagna, Grecia, Irak, Irlanda, Italia, Jugoslavia, Kazakistan, Lituania, Lussemburgo, Macedonia, Moldova, Paesi Bassi, Portogallo, Repubblica Ceca, Russia, San Marino, Santa Sede, Slovacchia, Slovenia, Spagna, Svezia, Stati Uniti, Venezuela. *Paesi firmatari senza ratifica:* Nuova Zelanda e Oman.

Riserve, dichiarazioni, comunicazioni, obiezioni: nessuna.

Altre notizie: le lingue ufficiali sono il francese e l'inglese; i testi qui pubblicati sono ripresi dal sito www.unesco.org/general/eng/legal/index.shtml; da questo sito sono tratte anche le notizie qui fornite.

a) Testo francese.

49.1. Protocole de Nairobi à l'Accord pour l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

Les Etats contractants parties à l'Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa cinquième session, tenue à Florence en 1950,

Réaffirmant les principes sur lesquels est fondé cet Accord, ci-après dénommé l'« Accord »,

Considérant que cet Accord s'est révélé comme un instrument efficace pour abaisser les barrières douanières et réduire les autres restrictions économiques qui font obstacle à l'échange des idées et des connaissances,

Considérant, néanmoins, que dans le quart de siècle qui a suivi l'adoption de l'Accord, les progrès techniques réalisés ont modifié les modalités de la transmission des informations et du savoir qui est l'objectif fondamental de cet Accord,

Considérant en outre que, pendant cette période, l'évolution qui s'est produite dans le domaine du commerce international s'est, en général, traduite par une libéralisation accrue des échanges,

Considérant que, depuis l'adoption de l'Accord, la situation internationale a profondément changé du fait du développement de la communauté internationale, en raison notamment de l'accession à l'indépendance de nombreux Etats,

Considérant qu'il convient de prendre en considération les besoins et les préoccupations des pays en voie de développement en vue de leur faciliter un accès facile et moins onéreux à l'éducation, à la science, à la technologie et à la culture,

Rappelant les dispositions de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicite de biens culturels, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO en 1970, et celles de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par cette Conférence générale en 1972,

Rappelant, par ailleurs, les conventions douanières conclues sous les auspices du Conseil de coopération douanière, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en matière d'importation temporaire des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel,

Convaincus qu'il y a lieu de prendre des dispositions nouvelles et que de telles dispositions apporteront une contribution encore plus efficace au développement de l'éducation, de la science et de la culture qui constituent des bases essentielles du progrès économique et social,

Rappelant la Résolution 4.112 adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa dix-huitième session,

Sont convenus de ce qui suit:

I. 1. Les Etats contractants s'engagent à étendre aux objets visés dans les annexes A, B, D et E ainsi que, lorsque ces annexes n'ont pas fait l'objet d'une déclaration

en vertu du paragraphe 16.a ci-dessous, dans les annexes C.1, F, G et H au présent Protocole, l'exemption des droits de douane et autres impositions à l'importation ou à l'occasion de l'importation, prévue à l'article premier, paragraphe 1, de l'Accord, lorsque ces objets répondent aux conditions fixées par ces annexes et sont des produits d'un autre État contractant.

2. Les dispositions du paragraphe premier du présent Protocole n'empêcheront pas un État contractant de percevoir sur les objets importés:

a) des taxes ou autres impositions intérieures de quelque nature qu'elles soient, perçues lors de l'importation ou ultérieurement, à la condition qu'elles n'excèdent pas celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires;

b) des redevances et impositions autres que les droits de douane, perçues par les autorités gouvernementales ou administratives à l'importation ou à l'occasion de l'importation, à la condition qu'elles soient limitées au coût approximatif des services rendus et qu'elles ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation.

II. Par dérogation au paragraphe 2.a du présent Protocole, les États contractants s'engagent à ne pas percevoir sur les objets ci-après des taxes ou autres impositions intérieures de quelque nature qu'elles soient, perçues lors de l'importation ou ultérieurement:

a) livres et publications destinés aux bibliothèques visées au paragraphe 5 du présent Protocole;

b) documents officiels, parlementaires et administratifs publiés dans leur pays d'origine;

c) livres et publications de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées;

d) livres et publications reçus par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et distribués gratuitement par ses soins ou sous son contrôle sans pouvoir faire l'objet d'une vente;

e) publications destinées à encourager le tourisme en dehors du pays d'importation, envoyées et distribuées gratuitement;

f) objets destinés aux aveugles et autres personnes physiquement ou mentalement handicapées:

i) livres, publications et documents de toutes sortes, en relief, pour aveugles;

ii) autres objets spécialement conçus pour le développement éducatif, scientifique ou culturel des aveugles et autres personnes physiquement ou mentalement handicapées, importés directement par des institutions ou organisations qui assurent leur éducation ou leur fournissent une assistance et qui sont agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

III. Les États contractants s'engagent à ne pas percevoir sur les objets et matériels visés dans les annexes au présent Protocole les droits de douane, impositions à l'exportation ou à l'occasion de l'exportation et autres impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, perçues sur ces objets et matériels lorsqu'ils sont destinés à être exportés à d'autres États contractants.

IV. Les États contractants s'engagent à étendre l'octroi des devises et/ou des licences nécessaires, prévu à l'article II, paragraphe 1, de l'Accord, à l'importation des objets ci-après:

a) livres et publications destinés aux bibliothèques d'utilité publique, à savoir:

i) bibliothèques nationales et autres bibliothèques principales de recherche;

ii) bibliothèques universitaires, générales et spéciales, y compris les bibliothèques d'universités, les bibliothèques de collèges universitaires, les bibliothèques d'instituts et les bibliothèques universitaires ouvertes au public;

iii) bibliothèques publiques;

iv) bibliothèques scolaires;

v) bibliothèques spécialisées, au service d'un groupe de lecteurs formant une entité ayant des sujets d'intérêt particuliers et identifiables, telles que les bibliothèques d'un service gouvernemental, les bibliothèques d'une administration publique, les bibliothèques d'entreprises et les bibliothèques d'associations professionnelles;

vi) bibliothèques pour handicapés et à l'usage des personnes ne pouvant se déplacer, telles que les bibliothèques pour aveugles, les bibliothèques d'hôpitaux et les bibliothèques de prisons;

vii) bibliothèques de musique, y compris les discothèques.

b) livres adoptés ou recommandés comme manuels dans les établissements d'enseignement supérieur et importés par ces établissements;

c) livres en langues étrangères, à l'exclusion des livres dans la ou les langues autochtones principales du pays d'importation;

d) films, diapositives, bandes vidéo et enregistrements sonores de caractère éducatif, scientifique ou culturel, importés par des organisations agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

V. 1. Les Etats contractants s'engagent à étendre l'octroi des facilités prévues à l'article III de l'Accord au matériel et aux fournitures importés exclusivement pour être exposés dans le cadre d'une exposition publique d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel agréée par les autorités compétentes du pays d'importation et destinés à être réexportés ultérieurement.

2. Aucune disposition du paragraphe précédent n'empêchera les autorités du pays d'importation de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que le matériel et les fournitures en question seront réexportés lors de la clôture de l'exposition.

VI. Les Etats contractants s'engagent:

a) à étendre à l'importation des objets visés par le présent Protocole les dispositions de l'article IV de l'Accord;

b) à encourager par des mesures appropriées la circulation et la distribution des objets et matériels de caractère éducatif, scientifique et culturel produits dans les pays en voie de développement.

VII. 1. Aucune disposition du présent Protocole ne saurait aliéner le droit des Etats contractants de prendre, en vertu de leurs législations nationales, des mesures destinées à interdire ou à limiter l'importation, ou la circulation après leur importation, de certains objets, lorsque ces mesures sont fondées sur des motifs relevant directement de la sécurité nationale, de la moralité ou de l'ordre public de l'Etat contractant.

2. Nonobstant toutes autres dispositions du présent Protocole, un pays en développement, qui est défini comme tel par l'usage établi de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui est partie à ce Protocole peut suspendre ou restreindre les obligations résultant de ce Protocole et concernant l'importation de tout objet ou matériel si cette importation cause ou menace de causer un grave préjudice à l'industrie indigène naissante de ce pays en développement. Le pays en question appliquera cette mesure de manière non discriminatoire. Il informera le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de toute mesure de ce genre, autant que possible avant son entrée en vigueur, et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en informera toutes les parties au Protocole.

3. Le présent Protocole ne saurait porter atteinte ou entraîner des modifications aux lois et règlements d'un Etat contractant, ou aux traités, conventions, accords ou proclamations auxquels un Etat contractant aurait souscrit, en ce qui concerne la protection du droit d'auteur ou de la propriété industrielle, y compris les brevets et les marques de fabrique.

4. Les Etats contractants s'engagent à recourir aux voies de négociations ou de conciliation pour régler tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole, sans préjudice des dispositions conventionnelles antérieures auxquelles ils auraient pu souscrire quant au règlement de conflits qui pourraient survenir entre eux.

5. En cas de contestation entre Etats contractants sur le caractère éducatif, scientifique ou culturel d'un objet importé, les parties intéressées pourront, d'un commun accord, demander un avis consultatif au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VIII. 1. a) Le présent Protocole, dont les textes anglais et français font également foi, portera la date de ce jour et sera ouvert à la signature de tout Etat partie à l'Accord, ainsi qu'à celle des unions douanières ou économiques, sous réserve que tous les Etats membres les constituant soient également parties audit Protocole.

Les termes " Etat " ou " pays " utilisés dans le présent Protocole, ou dans le Protocole visé au paragraphe 18, sont réputés se référer, selon qu'il résulte du contexte, également aux unions douanières ou économiques et, dans toutes les matières relevant de la compétence de ces dernières eu égard au champ d'application du présent Protocole, à l'ensemble des territoires des Etats membres les constituant, et non au territoire de chacun de ces Etats.

Il est entendu que, en devenant Partie contractante au présent Protocole, ces unions douanières ou économiques appliqueront également les dispositions de l'Accord sur la même base que celle qui est prévue au paragraphe précédent en ce qui concerne le Protocole.

b) Le présent Protocole sera soumis à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires conformément à leur procédure constitutionnelle.

c) Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. a) Il pourra être adhéré au présent Protocole par les Etats visés au paragraphe 14.a non signataires du présent Protocole.

b) L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. a) Les Etats visés au paragraphe 14.a du présent Protocole pourront, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, déclarer qu'ils ne seront pas liés par la partie II, la partie IV, l'annexe C.1, l'annexe F, l'annexe G et l'annexe H, ou par l'une quelconque de ces parties ou de ces annexes. Ils peuvent également déclarer qu'ils ne seront liés par l'annexe C.1 qu'à l'égard des Etats contractants qui auront eux-mêmes accepté cette annexe.

b) Tout Etat contractant ayant fait une telle déclaration peut, à tout moment, la retirer, en totalité ou en partie, par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en précisant la date à laquelle ce retrait prend effet.

c) Les Etats qui auront déclaré, conformément à l'alinéa a du présent paragraphe, qu'ils ne seront pas liés par l'annexe C.1 seront obligatoirement liés par l'annexe C.2. Ceux qui auront déclaré qu'ils ne seront liés par l'annexe C.1 qu'à l'égard des Etats contractants qui auront eux-mêmes accepté cette annexe seront obligatoirement liés par l'annexe C.2 à l'égard des Etats contractants qui n'auront pas accepté l'annexe C.1.

4. a) Le présent Protocole entrera en vigueur six mois après le jour du dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

b) Il entrera en vigueur pour chaque autre Etat, six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

c) Un mois au plus tard après l'expiration des délais prévus aux alinéas a et b du présent paragraphe, les Etats contractants parties au présent Protocole transmettront à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture un rapport sur les mesures qu'ils auront prises pour lui donner plein effet.

d) L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture transmettra ce rapport à tous les Etats parties au Protocole.

4. Le Protocole annexé à l'Accord et en faisant partie intégrante, comme prévu à l'article XVII dudit Accord, fait également partie intégrante du présent Protocole et s'applique aux obligations qui en découlent et aux produits qui y sont visés.

5. a) A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur du présent Protocole, tout Etat contractant pourra dénoncer ce Protocole par un instrument écrit et déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

b) La dénonciation prendra effet un an après réception de cet instrument de dénonciation.

c) La dénonciation de l'Accord conformément à son article XIV entraînera dénonciation du présent Protocole.

6. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera les Etats visés au paragraphe 14.a, ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux paragraphes 14 et 15 des déclarations faites ou retirées en vertu du paragraphe 16; des dates d'entrée en vigueur de ce Protocole en application des paragraphes 17.a et 17.b de même que des dénonciations prévues au paragraphe 19.

7. a) Le présent Protocole pourra être révisé par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les Etats qui deviendront parties au Protocole portant révision.

b) Au cas où la Conférence générale adopterait un nouveau Protocole portant révision totale ou partielle du présent Protocole et à moins que le nouveau Protocole n'en dispose autrement, le présent Protocole cesserait d'être ouvert à la signature, à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion à partir de la date d'entrée en vigueur du nouveau Protocole portant révision.

8. Le présent Protocole ne modifie en rien l'Accord.

9. Les annexes A, B, C.1, C.2, D, E, F, G et H font partie intégrante de ce Protocole.

10. Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le présent Protocole sera enregistré par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à

la date de son entrée en vigueur.

49.2. ANNEXE A

Livres, publications et documents. - i) Livres imprimés, quelle que soit la langue dans laquelle ils sont imprimés et quelle que soit l'importance des illustrations qu'ils contiennent, y compris:

a) les éditions de luxe;
b) les livres imprimés à l'étranger d'après le manuscrit d'un auteur résidant dans le pays d'importation;
c) les albums à dessiner ou à colorier destinés aux enfants;
d) les livres d'exercices (livres-cahiers) destinés aux écoliers qui, outre un texte imprimé, comportent des blancs que ceux-ci doivent remplir;

e) les recueils de problèmes de mots croisés contenant un texte imprimé;
f) les illustrations isolées et pages imprimées sous forme de feuillets isolés ou brochés, et les épreuves sur papier ou sur film, destinés à la production de livres.

ii) Documents ou rapports imprimés à caractère non commercial.
iii) Micro reproduction des objets visés aux alinéas i et ii de la présente annexe, ainsi que les microreproductions des objets visés aux alinéas i à vi de l'annexe A à l'Accord.

iv) Catalogues de films, d'enregistrements ou de tout autre matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

v) Cartes intéressantes des domaines scientifiques tels que la géologie, la zoologie, la botanique, la minéralogie, la paléontologie, l'archéologie, l'ethnologie, la météorologie, la climatologie et la géophysique, ainsi que les diagrammes météorologiques et géophysiques.

vi) Plans et dessins d'architecture, ou de caractère industriel ou technique et leurs reproductions.

vii) Matériel publicitaire d'information bibliographique destiné à être distribué gratuitement.

49.3. ANNEXE B

Ouvre d'art et objets de collection, de caractère éducatif, scientifique ou culturel. - i) Peintures et dessins, quelle que soit la nature des matières sur lesquelles ils sont entièrement exécutés à la main, y compris les copies exécutées à la main, à l'exclusion des objets manufacturés décorés.

ii) Œuvre d'art originales de céramique et de mosaïque sur bois.

iii) Objets de collections et objets d'art destinés aux musées, galeries et autres établissements agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve qu'ils ne puissent être vendus.

49.4. ANNEXE C.1

Matériel visuel et auditif. - i) Films, films fixes, micro reproductions et diapositives.

ii) Enregistrements sonores.

iii) Modèles, maquettes et tableaux muraux de caractère éducatif, scientifique et culturel à l'exclusion des maquettes-jouets.

iv) Autre matériel visuel et auditif, tel que:

a) bandes vidéo, films en kinescope, vidéodisques, vidéogrammes et autres formes d'enregistrement du son et de l'image;

b) microcartes, microfiches et supports magnétiques ou autres utilisés par les services d'information et de documentation par ordinateur;

c) matériel d'enseignement programmé, parfois sous la forme de présentoirs, accompagné de matériel imprimé correspondant, y compris le matériel sous forme de vidéocassettes et d'audiocassettes;

d) diacopies, y compris celles destinées à la projection directe ou à la lecture sur appareil optique;

e) hologrammes pour projection par laser;

f) maquettes ou modèles visuels réduits de concepts abstraits tels que structures moléculaires ou formules mathématiques;

g) jeux multimédia;

h) matériels de propagande touristique, y compris ceux qui sont produits par des entreprises privées, invitant le public à effectuer des voyages en dehors du pays d'importation.

Les exonérations prévues dans la présente annexe C.1 ne s'appliqueront pas aux objets suivants:

a) supports vierges de micro reproductions et supports vierges d'enregistrements visuels et auditifs ainsi que leurs emballages spécifiques, tels que cassettes, cartouches, bobines;

b) enregistrements visuels et auditifs, à l'exclusion des matériels de propagande touristique visés à l'alinéa iv sous h, produits essentiellement à des fins de propagande commerciale par une entreprise commerciale privée ou pour son compte;

c) enregistrements visuels et auditifs dans lesquels la publicité excède 25% de la durée. Dans le cas de matériels de propagande touristique visés à l'alinéa vi sous h, ce pourcentage ne concerne que la publicité commerciale privée.

49.5. ANNEXE C.2

Matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel. - Sous réserve qu'il soit importé par des organisations (y compris, au gré du pays d'importation, les organismes de radiodiffusion et de télévision) ou par toute autre institution ou association publique ou privée, agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour le recevoir en franchise, ou qu'il soit produit par l'Organisation des Nations Unies ou l'une de ses institutions spécialisées, matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel, tel que:

i) Films, films fixes, microfilms et diapositives.

ii) Films d'actualités (comportant ou non le son) représentant des événements ayant un caractère d'actualité à l'époque de l'importation, et importés, aux fins de reproduction, soit sous forme de négatifs, impressionnés et développés, soit sous forme de positifs, exposés et développés, la franchise pouvant être limitée à deux copies par sujet.

iii) Films d'archives (comportant ou non le son) destinés à accompagner des films d'actualités.

iv) Films récréatifs convenant particulièrement aux enfants et aux jeunes.

v) Enregistrements sonores.

vi) Bandes vidéo, films en kinescope, vidéodisques, vidéogrammes et autres formes d'enregistrement du son et de l'image.

vii) Microcartes, microfiches et supports magnétiques ou autres utilisés par les services d'information et de documentation par ordinateur.

viii) Matériel d'enseignement programmé, parfois sous la forme de présentoirs, accompagné de matériel imprimé correspondant, y compris le matériel sous forme de vidéocassettes et d'audiocassettes.

ix) Diacopies, y compris celles destinées à la projection directe ou à la lecture sur appareil optique.

x) Hologrammes pour projection par laser.

xi) Maquettes ou modèles visuels réduits de concepts abstraits tels que structures moléculaires ou formules mathématiques.

xii) Jeux multimédia.

49.6. ANNEXE D

Instruments et appareils scientifiques. - i) Instruments et appareils scientifiques sous réserve:

a) qu'ils soient destinés à des établissements scientifiques ou d'enseignement publics ou privés, agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, ces derniers devant être utilisés à des fins non commerciales sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;

b) que des instruments ou appareils de valeur scientifique équivalente ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

ii) Pièces de rechange, éléments ou accessoires spécifiques s'adaptant aux instruments ou appareils scientifiques, pour autant que ces pièces de rechange, éléments ou accessoires soient importés en même temps que ces instruments ou appareils ou, s'ils sont importés ultérieurement, qu'ils soient reconnaissables comme étant destinés à des instruments ou appareils admis précédemment en franchise ou susceptibles de bénéficier de la franchise.

iii) Outils à utiliser pour l'entretien, le contrôle, le calibrage ou la réparation des instruments scientifiques, à condition que ces outils soient importés en même temps que ces instruments et appareils ou, s'ils sont importés ultérieurement, qu'ils soient reconnaissables comme étant destinés à des instruments ou appareils admis

précédemment en franchise ou susceptibles de bénéficier de la franchise et pour autant, en outre, que des outils de valeur scientifique équivalente ne soient pas fabriqués dans le pays d'importation.

49.7. ANNEXE E

Objets destinés aux aveugles et aux autres personnes handicapées. - i) Tous objets spécialement conçus pour la promotion éducative, scientifique ou culturelle des aveugles, importés directement par des institutions ou organisations d'éducation des aveugles ou d'assistance aux aveugles agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, y compris:

a) les livres parlants (disques, cassettes et autres reproductions sonores) et les livres en gros caractères;

b) les électrophones et lecteurs à cassettes, spécialement conçus ou adaptés pour les besoins des aveugles et autres handicapés et nécessaires pour écouter les livres parlants;

c) les appareils qui permettent aux aveugles et aux amblyopes de lire les textes imprimés normaux, par exemple, les machines à lire électroniques, les appareils télé-agrandisseurs et les auxiliaires optiques;

d) l'équipement destiné à la production mécanisée ou automatisée de matériel en braille et d'enregistrements, par exemple le poinçonneuses et les machines électroniques à transcrire et à imprimer le braille et les terminaux d'ordinateurs avec dispositifs d'affichage en braille;

e) le papier braille, les bandes magnétiques et les cassettes destinés à la fabrication de livres en braille et de livres parlants;

f) les auxiliaires destinés à favoriser la mobilité des aveugles, par exemple les appareils électroniques d'orientation et de détection des obstacles et les cannes blanches;

g) les auxiliaires techniques pour l'éducation, la réadaptation et la formation professionnelle ainsi que pour l'emploi des aveugles, par exemple les montres braille, les machines à écrire braille, les auxiliaires pédagogiques, les appareils spécifiquement conçus à l'usage des aveugles.

ii) Tous objets spécialement conçus pour l'éducation, l'emploi et la promotion sociale des autres personnes physiquement ou mentalement handicapées, importés directement par des institutions ou organisations d'éducation de ces personnes ou d'assistance à ces personnes agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve que des objets équivalents ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

49.8. ANNEXE F

Matériels sportifs. - Matériels sportifs destinés exclusivement à des associations ou groupements de sportifs amateurs agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve que des matériels équivalents ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

Instrument de musique et autres équipements musicaux

Instrument de musique et autres équipements musicaux destinés exclusivement à des institutions culturelles ou à des écoles de musique agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve que des instruments et autres équipements équivalents ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

49.9. ANNEXE G

Instruments de musique et autres équipements musicaux. - Instruments de musique et autres équipements musicaux destinés exclusivement à des institutions culturelles ou à des écoles de musique agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve que des instruments et autres équipements équivalents ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

49.10. ANNEXE H

Matières et machines servant à la fabrication des livres, publications et documents. - i) Matières servant à la fabrication des livres, publications et documents (pâte à papier, papier de réemploi, papier journal et autres papiers servant à l'impression, encres d'imprimerie, colles, etc.).

ii) Machines à traiter la pâte à papier et le papier; machines pour l'impression et

la reliure sous réserve que des machines de valeur technique équivalente ne soient pas
présentement fabriquées dans le pays d'importation.

b) Testo inglese.

49.1. Nairobi Protocol to the Agreement on the Importation of Educational, Scientific and Cultural Materials.

The contracting States parties to the Agreement on the Importation of Educational, Scientific and Cultural Materials, adopted by the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization at its fifth session held in Florence in 1950,

Reaffirming the principles on which the Agreement, hereinafter called 'the Agreement' is based,

Considering that this Agreement has proved to be an effective instrument in lowering customs barriers and reducing other economic restrictions that impede the exchange of ideas and knowledge,

Considering, nevertheless, that in the quarter of a century following the adoption of the Agreement, technical progress has changed the ways and means of transmitting information and knowledge, which is the fundamental objective of that Agreement,

Considering, further, that the developments that have taken place in the field of international trade during this period have, in general, been reflected in greater freedom of exchanges,

Considering that since the adoption of the Agreement, the international situation has changed radically owing to the development of the international community, in particular through the accession of many States to independence,

Considering that the needs and concerns of the developing countries should be taken into consideration, with a view to giving them easier and less costly access to education, science, technology and culture,

Recalling the provisions of the Convention on the means of prohibiting and preventing the illicit import, export and transfer of ownership of cultural property, adopted by the General Conference of UNESCO in 1970 and those of the Convention concerning the protection of the world cultural and natural heritage, adopted by the General Conference in 1972,

Recalling, moreover, the customs conventions concluded under the auspices of the Customs Co-operation Council, in consultation with the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, concerning the temporary importation of educational, scientific and cultural materials,

Convinced that new arrangements should be made and that such arrangements will contribute even more effectively to the development of education, science and culture which constitute the essential bases of economic and social progress,

Recalling resolution 4.112 adopted by the General Conference of UNESCO at its eighteenth session,

Have agreed as follows:

I. 1. The contracting States undertake to extend to the materials listed in Annexes A, B, D and E and also, where the annexes in question have not been the subject of a declaration under paragraph 16(a) below, Annexes C.1, F, G and H, to the present protocol exemption from customs duties and other charges on or in connection with, their importation, as set out in Article I, paragraph 1, of the Agreement, provided such materials fulfil the conditions laid down in these annexes and are the products of another contracting State.

2. The provisions of paragraph 1 of this protocol shall not prevent any contracting State from levying on imported materials:

(a) internal taxes or any other internal charges of any kind, imposed at the time of importation or subsequently, not exceeding those applied directly or indirectly to like domestic products;

(b) fees and charges, other than customs duties, imposed by governmental or administrative authorities on, or in connection with, importation, limited in amount to the approximate cost of the services rendered, and representing neither an indirect protection to domestic products nor a taxation of imports for revenue purposes.

II. Notwithstanding paragraph 2(a) of this protocol, the contracting States undertake not to levy on the materials listed below any internal taxes or other internal charges of any kind, imposed at the time of importation or subsequently:

(a) books and publications consigned to the libraries referred to in paragraph 5 of this protocol;

(b) official, parliamentary and administrative documents published in their country of origin;

(c) books and publications of the United Nations or any of its Specialized Agencies;

(d) books and publications received by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization and distributed free of charge by it or under its supervision;

(e) publications intended to promote tourist travel outside the country of importation, sent and distributed free of charge;

(f) articles for the blind and other physically and mentally handicapped persons:

(i) books, publications and documents of all kinds in raised characters for the blind;

(ii) other articles specially designed for the educational, scientific or cultural advancement of the blind and other physically or mentally handicapped persons which are imported directly by institutions or organizations concerned with the education of, or assistance to the blind and other physically or mentally handicapped persons approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types of articles.

III. The contracting States undertake not to levy on the articles and materials referred to in the annexes to this protocol any customs duties, export duties or duties levied on goods leaving the country, or other internal taxes of any kind, levied on such articles and materials when they are intended for export to other contracting States.

IV. The contracting States undertake to extend the granting of the necessary licences and/or foreign exchange provided for in Article II, paragraph 1, of the Agreement, to the importation of the following material:

(a) books and publications consigned to libraries serving the public interest, including the following:

(i) national libraries and other major research libraries;

(ii) general and specialized academic libraries, including university libraries, college libraries, institute libraries and university extramural libraries;

(iii) public libraries;

(iv) school libraries;

(v) special libraries serving a group of readers who form an entity, having particular and identifiable subjects of interest, such as government libraries, public authority libraries, industrial libraries and libraries of professional bodies;

(vi) libraries for the handicapped and for readers who are unable to move around, such as libraries for the blind, hospital libraries and prison libraries;

(vii) music libraries, including record libraries;

(b) books adopted or recommended as textbooks in higher educational establishments and imported by such establishments;

(c) books in foreign languages, with the exception of books in the principal native language or languages of the importing country;

(d) films, slides, video tapes and sound recordings of an educational, scientific or cultural nature, imported by organizations approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types of articles.

V. 1. The contracting States undertake to extend granting of the facilities provided for in Article III of the Agreement to materials and furniture imported exclusively for showing at a public exhibition of objects of an educational, scientific or cultural nature approved by the competent authorities of the importing country and for subsequent re-exportation.

2. Nothing in the foregoing paragraph shall prevent the authorities of an importing country from taking such steps as may be necessary to ensure that the materials and furniture in question will in fact be re-exported at the close of the exhibition.

VI. The contracting States undertake:

(a) to extend to the importation of the articles covered by the present protocol the provisions of Article IV of the Agreement;

(b) to encourage through appropriate measures the free flow and distribution of educational, scientific and cultural objects and materials produced in the developing countries.

VII. 1. Nothing in this protocol shall affect the right of contracting States to take measures, in conformity with their legislation, to prohibit or limit the importation of articles, or their circulation after importation, on grounds relating directly to national security, public order or public morals.

2. Notwithstanding other provisions of this protocol, a developing country, which is defined as such by the practice established by the General Assembly of the United Nations and which is a party to the protocol, may suspend or limit the obligations under this protocol relating to importation of any object or material if such importation causes or threatens to cause serious injury to the nascent indigenous industry in that developing country. The country concerned shall implement such action in a non-discriminatory manner. It shall notify the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization of any such action, as far as practicable in advance of implementation, and the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall notify all Parties to the protocol.

3. This protocol shall not modify or affect the laws and regulations of any contracting State or any of its international treaties, conventions, agreements or proclamations, with respect to copyright, trade marks or patents.

4. Subject to the provisions of any previous conventions to which they may have subscribed for the settlement of disputes, the contracting States undertake to have recourse to negotiation or conciliation with a view to settlement of any disputes regarding the interpretation or the application of this protocol.

5. In case of a dispute between contracting States relating to the educational, scientific or cultural character of imported materials, the interested parties may, by common agreement, refer it to the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization for an advisory opinion.

VIII. 1. (a) This protocol, of which the English and French texts are equally authentic, shall bear today's date and shall be open to signature by all States Parties to the Agreement, as well as by customs or economic unions, provided that all the Member States constituting them are also Parties to the protocol.

The term 'State' or 'Country' as used in this protocol, or in the protocol referred to in paragraph 18, shall be taken to refer also, as the context may require, to the customs or economic unions and, in all matters which fall within their competence with regard to the scope of this protocol, to the whole of the territories of the Member States which constitute them and not to the territory of each of these States.

It is understood that, in becoming a Contracting Party to this protocol, such customs or economic unions will also apply the provisions of the Agreement on the same basis as is provided in the preceding paragraph with respect to the protocol.

(b) This protocol shall be subject to ratification or acceptance by the signatory States in accordance with their respective constitutional procedures.

(c) The instruments of ratification or acceptance shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

2. (a) The States referred to in paragraph 14(a) which are not signatories of this protocol may accede to this protocol.

(b) Accession shall be effected by the deposit of a formal instrument with the Secretary-General of the United Nations.

3. (a) The States referred to in paragraph 14(a) of this protocol may, at the time of signature, ratification, acceptance or accession, declare that they will not be bound by Part II, Part IV, Annex C.1, Annex F, Annex G and Annex H, or by any of these Parts or Annexes. They may also declare that they will be bound by Annex C.1 only in respect of contracting States which have themselves accepted that Annex.

(b) Any contracting State which has made such a declaration may withdraw it, in whole or in part, at any time by notification to the Secretary-General of the United Nations, specifying the date on which such withdrawal takes effect.

(c) States which have declared, in accordance with subparagraph (a) of this paragraph, that they will not be bound by Annex C.1 shall necessarily be bound by Annex C.2. Those which have declared that they will be bound by Annex C.1 only in respect of contracting States which have themselves accepted that Annex shall necessarily be bound by Annex C.2 in respect of contracting States which have not accepted Annex C.1.

4. (a) This protocol shall come into force six months after the date of deposit of the fifth instrument of ratification, acceptance or accession with the Secretary-General of the United Nations.

(b) It shall come into force for every other State six months after the date of the deposit of its instrument of ratification, acceptance or accession.

(c) Within one month following the expiration of the periods mentioned in subparagraphs (a) and (b) of this paragraph, the contracting States to this protocol shall submit a report to the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on the measures which they have taken to give full effect to the protocol.

(d) The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization shall transmit these reports to all States Parties to this protocol.

5. The protocol annexed to the Agreement, and made an integral part thereof, as provided for in Article XVII of the Agreement, is hereby made an integral part of this protocol and shall apply to obligations incurred under this protocol and to products covered by this protocol.

6. (a) Two years after the date of the coming into force of this protocol, any contracting State may denounce this protocol by an instrument in writing deposited with the Secretary-General of the United Nations.

(b) The denunciation shall take effect one year after the receipt of the instrument of denunciation.

(c) Denunciation of the Agreement pursuant to Article XIV thereof shall automatically imply denunciation of this protocol.

7. The Secretary-General of the United Nations shall inform the States referred to in paragraph 14(a), as well as the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, of the deposit of all the instruments of ratification, acceptance or accession referred to in paragraphs 14 and 15; of declarations made and withdrawn under paragraph 16 of the dates of entry into force of this protocol in accordance with paragraph 17(a) and (b); and of the denunciations provided for in paragraph 19.

8. (a) This protocol may be revised by the General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization. Any such revision, however, shall be binding only upon States that become parties to the revising protocol.

(b) Should the General Conference adopt a new protocol revising this protocol either totally or in part, and unless the new protocol provides otherwise, the present protocol shall cease to be open to signature, ratification, acceptance or accession as from the date of the coming into force of the new revising protocol.

9. This protocol shall not change or modify the Agreement.

Annexes A, B, C.1, C.2, D, E, F, G and H are hereby made an integral part of this protocol.

10. In accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations, this protocol shall be registered by the Secretary-General of the United Nations on the date of its coming into force.

ANNEXES

49.2. ANNEX A

Books, publications and documents. - (i) Printed books, irrespective of the language in which they are printed and whatever the amount of space given over to illustrations, including the following:

(a) luxury editions;

(b) books printed abroad from the manuscript of an author resident in the importing country;

(c) children's drawing and painting books;

(d) school exercise books (workbooks) with printed texts and blank spaces to be filed in by the pupils;

(e) crossword puzzle books containing printed texts;

(f) loose illustrations and printed pages in the form of loose or bound sheets and reproduction proofs or reproduction films to be used for the production of books.

(ii) Printed documents or reports of a non-commercial character.

(iii) Microforms of the articles listed under items (i) and (ii) of this Annex, as well as of those listed under items (i) to (vi) of Annex A to the Agreement.

(iv) Catalogues of films, recordings or other visual and auditory material of an educational, scientific or cultural character.

(v) Maps and charts of interest in scientific fields such as geology, zoology, botany, mineralogy, palaeontology, archaeology, ethnology, meteorology, climatology and geophysics, and also meteorological and geophysical diagrams.

(vi) Architectural, industrial or engineering plans and designs and reproductions thereof.

(vii) Bibliographical information material for distribution free of charge.

49.3. ANNEX B

Works of art and collectors' pieces of an educational, scientific or cultural character. - (i) Paintings and drawings, whatever the nature of the materials on which they have been executed entirely by hand, including copies executed by hand, but

excluding manufactured decorated wares.

(ii) Ceramics and mosaics on wood, being original works of Articollo

(iii) Collectors' pieces and objects of art consigned to galleries, museums and other institutions approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of those types of materials, on condition they are not resold.

49.4. ANNEX C.1

Visual and auditory materials. - (i) Films, film strips, microforms and slides.

(ii) Sound recordings.

(iii) Patterns, models and wall charts of an educational, scientific or cultural character, except toy models.

(iv) Other visual and auditory materials, such as:

(a) video tapes, kinescopes, video discs, videograms and other forms of visual and sound recordings;

(b) microcards, microfiches and magnetic or other information storage media required in computerized information and documentation services;

(c) materials for programmed instruction, which may be presented in kit form, with the corresponding printed materials, including video cassettes and audio cassettes;

(d) transparencies, including those intended for direct projection or for viewing through optical devices;

(e) holograms for laser projection;

(f) mock-ups or visualizations of abstract concepts such as molecular structures or mathematical formulae;

(g) multimedia kits;

(h) materials for the promotion of tourism, including those produced by private concerns, designed to encourage the public to travel outside the country of importation.

The exemptions provided for in the present Annex C.1 shall not apply to:

(a) unused microform stock and unused visual and auditory recording media and their specific packaging such as cassettes, cartridges, reels;

(b) visual and auditory recordings with the exception of materials for the promotion of tourism covered by paragraph (iv) (h), produced by or for a private commercial enterprise, essentially for advertising purposes;

(c) visual and auditory recordings in which the advertising matter is in excess of 25 per cent by time. In the case of the materials for the promotion of tourism covered by paragraph (iv) (h), this percentage applies only to private commercial publicity.

49.5. ANNEX C.2

Visual and auditory materials of an educational, scientific or cultural character. - Visual and auditory materials of an educational, scientific or cultural character, when imported by organizations (including, at the discretion of the importing country, broadcasting and television organizations) or by any other public or private institution or association, approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free admission of these types of materials or when produced by the United Nations or any of its Specialized Agencies and including the following:

(i) films, film strips, microfilms and slides;

(ii) newsreels (with or without sound track) depicting events of current news value at the time of importation, and imported in either negative form, exposed and developed, or positive form, printed and developed, it being understood that duty-free entry may be limited to two copies of each subject for copying purposes;

(iii) archival film material (with or without sound track) intended for use in connection with newsreel films;

(iv) recreational films particularly suited for children and youth;

(v) sound recordings;

(vi) video tapes, kinescopes, video discs, videograms and other forms of visual and sound recordings;

(vii) microcards, microfiches and magnetic or other information storage media required in computerized information and documentation services;

(viii) materials for programmed instruction, which may be presented in kit form, with the corresponding printed materials, including video cassettes and audio cassettes;

(ix) transparencies, including those intended for direct projection or for viewing through optical devices;

(x) holograms for laser projection;

- (xi) mock-ups or visualizations of abstract concepts such as molecular structures or mathematical formulae;
- (xii) multimedia kits.

49.6. ANNEX D

Scientific instruments or apparatus. - (i) Scientific instruments or apparatus, provided;

(a) that they are consigned to public or private scientific or educational institutions approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types of articles, and used for non-commercial purposes under the control and responsibility of these institutions;

(b) that instruments or apparatus of equivalent scientific value are not being manufactured in the country of importation.

(ii) Spare parts, components or accessories specifically matching scientific instruments or apparatus, provided these spare parts, components or accessories are imported at the same time as such instruments and apparatus, or if imported subsequently, that they are identifiable as intended for instruments or apparatus previously admitted duty-free or entitled to duty-free entry.

(iii) Tools to be used for the maintenance, checking, gauging or repair of scientific instruments, provided these tools are imported at the same time as such instruments and apparatus or, if imported subsequently, that they are identifiable as intended for the specific instruments or apparatus previously admitted duty-free or entitled to duty-free entry, and further provided that tools of equivalent scientific value are not being manufactured in the country of importation.

49.7. ANNEX E

Articles for the blind and other handicapped persons. - (i) All articles specially designed for the educational, scientific or cultural advancement of the blind which are imported directly by institutions or organizations concerned with the education of, or assistance to, the blind, approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types or articles, including:

(a) talking books (discs, cassettes or other sound reproductions) and large-print books;

(b) phonographs and cassette players, specially designed or adapted for the blind and other handicapped persons and required to play the talking books;

(c) equipment for the reading of normal print by the blind and partially sighted, such as electronic reading machines, television enlargers and optical aids;

(d) equipment for the mechanical or computerized production of Braille and recorded material, such as stereo-typing machines, electronic Braille, transfer and pressing machines; Braille, computer terminals and displays;

(e) Braille paper, magnetic tapes and cassettes for the production of Braille and talking books;

(f) aid for improving the mobility of the blind, such as electronic orientation and obstacle detection appliances and white canes;

(g) technical aids for the education, rehabilitation, vocational training employment of the blind, such as Braille watches, Braille typewriters, teaching and learning aids, games and other instruments specifically adapted for the use of the blind.

(ii) All materials specially designed for the education, employment and social advancement of other physically or mentally handicapped persons, directly imported by institutions or organizations concerned with the education of, or assistance to, such persons, approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types of articles, provided that equivalent objects are not being manufactured in the importing country.

49.8. ANNEX F

Sports equipment. - Sports equipment intended exclusively for amateur sports associations or groups approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types of articles, provided that equivalent materials are not being manufactured in the importing country.

49.9. ANNEX G

Musical instruments and other musical equipment. - Musical instruments and other musical equipment intended solely for cultural institutions or music schools

approved by the competent authorities of the importing country for the purpose of duty-free entry of these types of articles, provided that equivalent instruments and other equipment are not being manufactured in the importing country.

49.10. ANNEX H

Material and machines used for the production of books, publications and documents. - (i) Material used for the production of books, publications and documents (paper pulp, recycled paper, newsprint and other types of paper used for printing, printing inks, glue, etc.).

(ii) Machines for the processing of paper pulp and paper and also printing and binding machines, provided that machines of equivalent technical quality are not being manufactured in the importing country.